



L'Environnement et la question urbaine*

Yannis TSIOMIS¹

¹ Professeur d'Architecture à l'Ecole d'Architecture de Paris-La Villette, 144, Rue de Flandres – 75019 – Paris.

Comment intégrer la question urbaine dans le cadre d'une politique d'environnement? Comment la question urbaine s'articule-t-elle à celle du développement? Et, s'agissant de développement, ne doit-on pas s'interroger sur la spécificité de la question – et donc de la politique – urbaine quand cela concerne des pays dits en voie de développement?

Ou, au contraire, les problèmes de la ville, la question urbaine, n'échappent-ils pas de plus en plus aux spécificités économiques des pays pour devenir des problèmes généraux, ceux posés par le phénomène urbain?

Toutes ces interrogations ont le «mérite» d'avoir été posées depuis une décennie sans pour cela avoir trouvé une réponse satisfaisante. Ce constat est même encore plus préoccupant dans la mesure où la «question urbaine» est aujourd'hui plus clairement exprimée en tant que question sur la *catastrophe urbaine* qui touche chaque pays, indépendamment de son degré de développement.

L'évidence que la catastrophe urbaine a plusieurs visages et plusieurs aspects (pollution, démographie incontrôlée, infrastructures et réseaux

en éclatement, etc.), ne change pas grand chose à ce constat commun: l'environnement artificiel et forcément urbain est plongé dans la crise aux multiples caractéristiques quantitatives et qualitatives avec, néanmoins, une constante: la dislocation du tissu spatial et du tissu social. Cette dislocation devient extrême quand il s'agit des villes et des conurbations des pays «pauvres»; elle est plus feutrée et cachée mais bien existante dans les pays «riches». En temps normal... Car les crises urbaines qui ravagent par intermittence, mais de plus en plus souvent, des villes de pays riches, en Europe, et dernièrement, à Los Angeles, avec ce caractère d'émeutes urbaines, sont la preuve que cette dislocation du tissu spatial-social n'épargne pas, mais au contraire s'affiche de manière encore plus violente qu'ailleurs, au coeur même du pays, riche par excellence, du monde: les USA.

Le constat, donc, de catastrophe urbaine généralisée nécessite tout d'abord une redéfinition plus fine des termes comme celui de l'environnement urbain.

L'environnement urbain doit être compris et étudié comme l'imbrication du tissu spatial et

* Publié originalement à *Cadernos de Desenvolvimento e Meio Ambiente*, n. 1, 1994, p. 131-141.

du tissu social. L'environnement urbain doit être étudié, par conséquent, comme l'imbrication de la culture urbaine et de la culture sociale telles qu'elles existent et se développent localement à chaque fois, considérant que l'opposition entre ville et campagne n'est plus une opposition pertinente, y compris pour les pays où le phénomène urbain n'a pas l'ampleur quantitative européenne ou 80% de la population habite dans les agglomérations urbaines.

Si, aujourd'hui, l'utopie du Mouvement Moderne des années 1920 et 1930 est dépassée, si nous savons que les quatre principes de la Charte d'Athènes (travailler, habiter, cultiver le corps et l'esprit, circuler) ne résument pas l'activité humaine dans la ville, d'un autre côté, nous commençons à comprendre que la critique du Mouvement Moderne n'a pas apporté la réponse aux questions: qu'est-ce que la ville, comment comprendre et analyser la ville, comment intervenir en milieu urbain, comment agir pour « fabriquer », « produire » de l'environnement urbain?

Pour pouvoir apporter des réponses crédibles, il serait utile, de prime abord, de localiser les changements survenus au cours des dernières années. Ou plutôt que de changements, ne vaudrait-il pas mieux de parler de *mutations*?

L'environnement urbain paraît désormais ingérable par les outils administratifs, juridiques et parfois même techniques et esthétiques habituels. Le constat peut être résumé ainsi: la ville, son habitat ne remplissent plus leur rôle de lieux de culture et de sociabilité. Plus que des problèmes de surdensité, surcharge des réseaux et de dysfonctionnement, on constate des ruptures visibles, aussi bien du tissu spatial que du tissu social. Les centres sont en «déplacement», les espaces de vie citadins traditionnels se volatilisent et, devant les signaux lancés parfois violemment par les jeunes des «périphéries» urbaines en Europe ou en Amérique, on

perçoit alors la nécessité de «tout reprendre à zéro» et de réfléchir sur les deux tissus (spatial et social) et sur leurs articulations.

La question des aires urbaines dans les années 90 n'est plus de chercher avec nostalgie à «retrouver l'histoire», mais de créer, conquérir une nouvelle histoire dans les territoires aussi bien des pays du «vieux continent» qu'est l'Europe que – paradoxe – des pays de l'Amérique Latine ou des pays décolonisés de l'Afrique.

Pour les villes du monde, la fin du siècle consistera à gérer, non pas les legs des siècles passés (la ville historique de l'Europe, ou la ville des continents colonisés), mais les legs désastreux de la «ville moderne» de la deuxième moitié du XXe siècle construite à la va-vite, dominante et problématique.

Que certaines villes «modernes», comme par exemple New-York, soient sublimées grâce à l'attraction irrésistible qu'exerce leur esthétique urbaine, ne change rien à nos propos. Car, ce dont il s'agit ce n'est pas de quelques exemples de modernité d'avant ou d'après-guerre: exemple d'un environnement urbain tel qu'il a été créé dans un chaos et enchevêtrement de décisions économiques de «développement» et d'exclusion qui ont été imprimés sur l'espace à une époque où hommes politiques et «spécialistes» de la ville parlaient d'aménagement «rationnel» des territoires nationaux qui suffirait à enrayer les «crises de la ville»!

Nous nous trouvons aujourd'hui devant l'éparpillement de l'espace urbain qui a conduit à une dislocation (irrémédiable pour plusieurs pays) du rapport de la ville et de la campagne.

Mais, en corollaire à cette homogénéité dans la destruction, apparaît aussi la modification profonde des espaces de vie. Les tissus spatial et social modifiés, ce sont des modes de vie relevant de la culture urbaine qui se sont transformés et – second

paradoxe – malgré les différences entre chaque ville et pays, le même phénomène s’est produit partout.

Tout ce qui, pour les habitants, avait produit un sentiment d’appartenance et d’identité: ces multiples manières de vivre sa vie au quotidien, de prendre possession de ses lieux particuliers à ses heures particulières, de vivre ses mémoires en créant de nouvelles – bref, les cultures urbaines – ont, en se transformant, engendré un autre sentiment, d’indifférence, d’abandon celui-là.

L’éparpillement de l’espace urbain, la création des aires urbaines infinies, a conduit à la dislocation des identités et affinités, à l’intérieur de la ville. Mais il a aussi conduit à la dislocation du rapport entre la ville et la campagne.

Les conséquences de ces multiples dislocations au-delà de leurs aspects spectaculaires (et nous pensons à des villes-monstres comme Mexico-city ou São-Paulo, mais aussi à des «mégalo-poles» comme la région parisienne) sont d’une trop grande complexité pour pouvoir être résumées en quelques mots. Mais nous pouvons constater un certain nombre de thèmes majeurs communs à des pays aux conditions économiques très différentes et de thèmes majeurs qui divergent à cause justement de ces mêmes différences de développement. Ainsi, si entre pays du «Nord» et pays du «Sud» (pour schématiser les inégalités de développement), nous constatons des différences énormes au niveau de la *gestion* de la ville et du territoire, d’un autre côté, on se rend compte que ce ne sont pas les moyens et la capacité de gestion qui suffisent à enrayer les crises urbaines, à réussir la maîtrise du développement de la ville et de son environnement. Et ce constat va en s’aggravant des pays aux traditions de gestion urbaine bien ancrées vers les pays où des traditions sont soit l’application mécaniste d’un modèle importé, soit relativement neuves, soit pratiquement inexistantes. En ce sens, la gestion de l’environnement

urbain et de la ville (et nous entendons par *urbain* les formes et articulations des tissus social et spatial et par *ville* l’espace physique où se déroule le phénomène urbain), si elle est passage incontournable pour éviter le chaos urbain, elle ne suffit pas à elle seule à résoudre la crise.

Pour le dire autrement: nous pouvons effectivement constater la «misère» de l’environnement, à des degrés différents bien sûr. Elle existe partout et elle est inhérente au phénomène urbain tel qu’il a évolué depuis l’industrialisation massive et la concentration urbaine. Soit. Mais, d’un autre côté, la misère de l’environnement se confond avec celle du développement, et les conséquences de cette «solidarité» de misère sont autrement plus graves au Brésil qu’en France, pour ne citer que des exemples proches!

Parce qu’il est toujours périlleux et peu pertinent de comparer des misères, il est évident qu’on ne peut soutenir ni scientifiquement, ni humainement, une position qui dirait qu’il est plus facile d’être chômeur dans une ville polluée en France, que d’être dans la même situation au Brésil.

La question n’est pas là. I s’agit donc de constater que des situations léguées par l’histoire et des *contextes actuels* (dont l’environnement) sont incomparables, même en état limite de tension. En effet, malgré les ruptures constatables, dans un cas, les infrastructures matérielles et culturelles du monde urbain résistent tant bien que mal, tandis que, dans l’autre, on constate un fonctionnement aléatoire ou l’incohérence tient place de système.

Nous pouvons ainsi prendre l’exemple de la ville européenne occidentale et de l’exode rural du XIXe siècle. Si les villes grandissent de manière plus ou moins anarchique pour fournir de la main d’œuvre à l’industrie (une des multiples raisons de leur développement; elle n’est pas la seule ni partout la même) d’un autre côté, il se met en place

un système d'infrastructures, des outils de gestion, etc., qui réussissent tant bien que mal non pas bien sûr à «sauver» la campagne, mais à maintenir jusqu'à aujourd'hui le fonctionnement minimum de la «machine» urbaine.

C'est sûrement aujourd'hui une des raisons de la relative capacité à stabiliser la pollution de l'air et de l'eau et à tendre vers un contrôle relatif des ressources. (Il ne s'agit pas bien sûr de généraliser ce constat qui n'est absolument pas valable pour les villes du «Sud» européen comme Athènes!).

Or, cette stabilisation résulte non seulement de l'application des techniques de contrôle et de gestion innovantes et coûteuses par ailleurs, mais aussi de la *fin* du phénomène de l'exode rural, surtout de l'héritage de la mise en place des infrastructures du XIXe et du XXe siècle. En d'autres termes, la ville européenne vit, aujourd'hui encore, sur les acquis de son passé. Ces acquis étant importants, elle peut corriger des situations et maîtriser, apparemment et pour l'instant, le pire.

Il y a bien sûr des différences énormes concernant les villes des pays dit du Tiers Monde.

– D'une part, parce que les échelles ne sont pas les mêmes. Les phénomènes quantitatifs sont incomparables.

– D'autre part, parce que le rapport à la campagne continue d'exister. Négativement! La ville puise encore son potentiel dans l'énorme exode rural.

– Enfin, parce que la «ville-contenant» est loin de posséder les moindres infrastructures capables de répondre aux besoins élémentaires de gestion (déchets, circulation, etc.).

On pourrait en effet distinguer des pays (développés) à l'aménagement urbain explicite et *programmé* depuis longtemps (prévisions, installations, entretien et correction-modernisation des infrastructures) et des pays à l'aménagement urbain

de fait (absence quasi-totale de programmation, d'entretien, de gestion) ou encore absence d'application de programmes d'aménagement, constamment renouvelés... dans les études seulement. La différence ici s'accroît en matière de techniques d'aménagement: cadre législatif, loi de préemption, techniques d'infrastructures diverses (égouts, réseaux routiers, drainages, etc.), techniques de maîtrise de l'urbain (règlement d'urbanisme, contrôle des densités, coefficients d'occupation des sols), techniques de prévention (santé, règlements et mesures anti-pollution), contrôle des ressources, etc.

A tout ceci, il faudrait bien évidemment ajouter la question des savoir-faire qui impliquent la qualité architecturale.

Ainsi, si l'on constate des tendances à l'uniformisation des modes de vie dans l'espace urbain, on constate simultanément une *disparité* des modes d'intervention et d'action sur l'urbain.

Cette disparité est bien sûr l'héritage des histoires de domination, mais aujourd'hui surtout des politiques d'Etats en matière d'aménagement dans la période après les années 60. Chaque pays a agi en fonction de son histoire, de son économie et de l'emprise plus ou moins autoritaire de l'Etat en matière d'aménagement. Pour arriver curieusement à une avalanche de problèmes similaires en termes de «catégories» (pollution, délinquance, exclusion, destruction des tissus, toxicomanie, etc....) mais pourtant reçus de manière absolument spécifique culturellement, ou si l'on veut, en termes de civilisation.

En ce sens aussi, la ville, l'aire urbaine, des pays en état de développement ne peut pas *corriger* ni rattraper des situations critiques ainsi créées.

Que peut-on conclure de ce rapide et forcément schématique aperçu? Peut-être, un premier constat qui paraît évident, est qu'il s'agit d'une situation où il faut intervenir en aval, devant le fait

accompli, puisque l'histoire n'a pas su répondre en amont, en créant cette tradition de gestion, de contrôle et d'infrastructures.

Un deuxième constat est alors qu'il faudrait mener en même temps qu'une action sur le phénomène et le milieu urbain, une action sur le milieu rural puisqu'il existe et que, se détériorant par la désertification et sa destruction, il détruit aussi la ville.

Bref, et pour schématiser encore une fois, nous pouvons admettre que si la ville européenne a su répondre relativement en amont dans le temps, aux problèmes urbains d'aujourd'hui (sans préjuger de son problématique avenir), la ville brésilienne doit répondre «en amont» dans l'espace (espace rural) et «en aval» par rapport aux temps futurs.

La vraie modernité n'est pas, par conséquent et dans ce cas précis, l'imitation des modèles de développement urbain dans une logique évolutionniste. Cette logique qui dirait «nous détruisons la campagne pour nous enrichir» est bien sûr démentie par «l'évolution» qui a atteint ses limites aussi bien en Europe (périphéries urbaines de Paris, Londres, etc.) qu'aux USA (Los Angeles) ou au Japon (Tokyo).

La vraie modernité est la prise en charge simultanée des territoires ruraux et urbains et de l'application des techniques plus ou moins innovantes et des méthodes et démarches *nécessairement* innovantes. Il ne s'agit pas, bien sûr ici, d'une idéologie «agraire» qui favoriserait la campagne aux dépens de la ville. Encore moins de transformer le monde rural en «réserve» et de diaboliser la ville. L'exemple de la Grèce est en ce sens éclairant: pays agricole et rural jusqu'aux années 30, aujourd'hui avec une population à 80 % urbaine. Au nom d'une industrialisation fictive, elle vit aujourd'hui avec une agriculture subventionnée par la CEE et, en ce sens, dans un état d'assistance dont on peut juger les effets économiques, psychologiques, sociaux et politiques.

Il serait intéressant, à partir de cette problématique, d'aborder quelques questions de démarche et de méthodes, à travers lesquelles on aborderait la question urbaine et celle de l'environnement en relation avec la question de développement.

S'il est impossible de décrire en quelques mots la signification que prendrait l'interdisciplinarité en tant que démarche scientifique pour aborder l'environnement urbain, il est par contre possible d'affirmer de prime abord que, sans approche interdisciplinaire, il est impossible d'affronter l'urbain et la ville. Espérons que la problématique développée ici a été suffisamment claire pour étayer cette affirmation qui, si elle est largement partagée en théorie, est bien moins appliquée et pratiquée.

Concernant l'urbain, il ne s'agit pas, bien évidemment, d'avancer une théorie et encore moins une méthode exclusive d'approche interdisciplinaire. Il s'agit tout simplement d'admettre que la complexité du phénomène urbain ne peut pas se limiter aux «sectionnements» pratiqués par les disciplines.

Chaque discipline qu'elle soit d'application théorique ou pratique (sociologie, urbanisme, économie urbaine, diverses ingénieries de réseaux, etc.) a et doit maintenir ses méthodes pour l'étude de l'urbain (pour cause de rigueur et de cohérence sinon d'efficacité). Mais, d'un autre côté, le phénomène urbain ne peut en aucune manière, être décrit ni encore moins maîtrisé à travers des logiques disciplinaires cumulées, juxtaposées, superposées...

Comment peut-on imaginer que la ville et l'urbain peuvent se réduire à une somme fermée de connaissances ou de projets tracés? Si tel fut le rêve et l'illusion de l'urbanisme du Mouvement Moderne des années 20 et 30, telle n'est pas la réalité de l'espace urbain qui échappe à tout enfermement disciplinaire, exclusif et réducteur.

Admettre ceci, c'est aussi saisir la chance d'agir et de former un «discours» qui interprète mais aussi qui crée des situations urbaines nouvelles.

Il s'agit donc d'articuler les logiques – et des résultats – propres à chaque discipline, de travailler sur ces «frontières de papier» (M. Roncayolo) que sont la rencontre entre l'histoire, la géographie, l'urbanisme, les disciplines environnementales, etc. Quand cela concerne la ville, travailler sur les «frontières de papier» signifie bien sûr non seulement travailler sur la «finesse» des rapports entre disciplines, mais aussi sur la *complexité* des réalités imbriquées dans l'espace urbain, la *complexité* aussi des représentations et réceptions des phénomènes et situations urbaines. Plus les situations urbaines sont critiques, plus la démarche interdisciplinaire est nécessaire à tout projet urbain ouvert.

On ne se serait jamais posé ces questions si, de fait, la ville et l'urbain ne nous échappaient. Car la ville nous échappe par sa complexité de genèse et par sa complexité d'évolution. Et ceci reste vrai aussi bien pour les villes formées dans le temps que pour les villes créées de toutes pièces. Mais, si nous utilisons ici le mot «échapper», cela ne sous-entend pas l'impossibilité de l'étudier, la gérer, la

rendre belle, vivable. C'est plutôt pour souligner la liberté qu'on souhaite pour ses habitants, les citoyens, ou mieux, pour souligner les conditions qui créent cette liberté nécessaire à la vie. On peut alors comprendre la notion de complexité dont on parlait plus haut autrement. A travers cette très vieille et sage distinction entre cité (polis) et ville (asty), entre citoyen et citadin.

Les meilleurs urbanistes ont toujours été des philosophes. Car en explorant les deux dimensions du même être, l'être-habitant de la ville et l'être-politique dans la ville, ils ont réussi à poser de manière indissociable la question de la liberté. L'espace mental, culturel et politique de la liberté du citoyen, mais aussi l'espace physique, fabriqué et «ordonné» du citadin. L'espace viable et géré de la ville du citadin ou va s'exercer le droit à la liberté et l'exercice de la liberté du citoyen. Et il est bien sûr inconcevable d'imaginer que le citoyen puisse être indifférent à la ville et le citadin indifférent aux choses de la cité. Car, il s'agit de la liberté de l'un et de l'autre réunis en la même personne, dans le même espace.

La question reste bien évidemment toujours ouverte.